



Tous droits réservés

DROIT DE LA FAMILLE

Séance 9 - La filiation

I.	Corpus général des règles de filiation.....	3
A)	Principes élémentaires	3
1)	Principe d'égalité des filiations.....	3
2)	Modes d'établissement de la filiation.....	3
3)	Prohibition des filiations incestueuses.....	4
B)	Preuves et présomptions relatives à la filiation.....	4
1)	Présomption de conception de l'enfant.....	4
2)	La possession d'état.....	5
a)	Définition de la possession d'état	5
b)	Caractères de la possession d'état	6
c)	Apport de la preuve de la possession d'état.....	6
II.	Établissement non contentieux de la filiation.....	6
A)	Établissement de la filiation par l'effet de la loi.....	6
1)	La filiation maternelle avec l'acte de naissance.....	7
2)	La filiation paternelle avec la présomption de paternité	7
a)	Principe	7
b)	Exceptions	8
c)	Exception à l'exception : le rétablissement de la présomption de paternité	9
B)	Établissement de la filiation par reconnaissance volontaire	9
1)	Conditions de reconnaissance	9
a)	Reconnaissance prénatale et postnatale.....	9
b)	Conditions de forme de la reconnaissance.....	10

c) Conditions de fond de la reconnaissance	11
2) Effets et caractéristiques de la reconnaissance	12
3) Le cas particulier de la reconnaissance conjointe anticipée pour les couples de femmes ayant un projet d'AMP (Loi bioéthique de 2021)	13
C) Établissement de la filiation par possession d'état	14
III. Contentieux de la filiation	15
A) Règles générales	15
B) Typologie des actions	15
1) Actions en établissement de la filiation	15
a) L'action en recherche de paternité ou de maternité	16
b) L'action en rétablissement de la présomption de paternité	17
c) L'action aux fins de constatation de la possession d'état	17
2) Actions en contestation de la filiation	17
a) Action en contestation de maternité ou de paternité	18
b) Action en contestation de la possession d'état	19
3) Action aux fins de subsides	19

I. Corpus général des règles de filiation

La filiation est un fait juridique auquel la loi attache des effets juridiques.

L'**article 1341 du Code civil** pose le principe selon lequel tout fait juridique se prouve par tous moyens. Cependant en matière de filiation, dérogation va être faite à ce principe afin de préserver les intérêts individuels des parents et de l'enfant ainsi que l'intérêt général de la société. En effet, pour que la filiation ait une portée juridique et crée un lien de droit, il faut qu'elle soit légalement établie.

A) Principes élémentaires

1) Principe d'égalité des filiations

Depuis une **Loi de 1972**, le législateur ne différencie plus les enfants légitimes c'est-à-dire ceux issus du mariage ; et les enfants naturels autrement dit ceux nés hors mariage.

Ce principe a successivement été rappelé par la **Loi du 4 mars 2002** puis par l'**ordonnance du 4 juillet 2005** et se manifeste à l'**article 310 du Code civil** qui prévoit que « *Tous les enfants dont la filiation est légalement établie ont les mêmes droits et les mêmes devoirs dans leurs rapports avec leur père et mère.* ».

2) Modes d'établissement de la filiation

L'**article 310-1 du Code civil** dispose que « La filiation est légalement établie [...], par l'effet de la loi, par la reconnaissance volontaire ou par la possession d'état constatée par un acte de notoriété.

Elle peut aussi l'être par jugement [...]. ».

On identifie ainsi quatre modes d'établissement de la filiation :

- Par la loi
- Par la reconnaissance volontaire

- Par la possession d'état constatée par acte notarié
- Par jugement.

Les trois premiers modes correspondant aux modes non contentieux d'établissement de la filiation tandis que le dernier correspond au mode contentieux d'établissement de la filiation.

3) Prohibition des filiations incestueuses

L'**article 310-2 du Code civil** énonce le principe selon lequel la filiation incestueuse ne peut être établie qu'à l'égard d'un des deux parents, mais pas les deux. De même, l'adoption simple d'un enfant né d'une relation incestueuse par l'autre parent est prohibée.

Le Code se base sur les interdictions à mariage des **articles 161 et 162 du Code civil** pour dégager ce principe.

B) Preuves et présomptions relatives à la filiation

Les preuves et présomptions relatives à la filiation sont organisées aux **articles 310-3 à 311-2 du Code civil**

Il existe deux types de présomptions en matière de filiation :

- L'une relative à la conception de l'enfant
- L'autre relative à la possession d'état.

1) Présomption de conception de l'enfant

L'**article 311 du Code civil** pose la présomption selon laquelle l'enfant a été conçu durant une période qui s'étend entre le 300e et le 180e jour inclus avant la naissance, c'est la période légale de conception.

Cette présomption peut être renversée par la preuve contraire telle qu'une expertise biologique.

2) La possession d'état

a) Définition de la possession d'état



Définition : La possession d'état – situation de fait – s'établit par la réunion de faits pouvant laisser percevoir un rapport en filiation entre un enfant et le ou les parents au(x) quel(s) il dit être lié. Elle témoigne de la filiation telle que vécue par les individus en question raison pour laquelle elle est traditionnellement qualifiée de « filiation sociologique ».

L'**article 311-1 du Code civil** établit la liste des principaux faits permettant d'identifier la possession d'état, ils sont regroupés en trois éléments que sont le *tractatus*, la *fama* et le *nomen*.



Définition : Le *tractatus* est le comportement des personnes concernées. Par exemple le fait pour les parents de traiter l'enfant comme leur enfant et inversement.

La *fama* est la réputation c'est-à-dire l'enfant en question est considéré par la famille et par la société comme étant l'enfant des intéressés.

Le *nomen* enfin impose que la personne dont il est question porte le nom de ceux dont il dit être l'enfant.

Ce sont des éléments alternatifs ce qui signifie qu'ils ne doivent pas nécessairement être tous les trois réunis pour que la possession d'état soit identifiée. Il suffira qu'il existe « une réunion suffisante de faits » permettant d'établir cette possession d'état. D'autres éléments pourront être librement pris en compte par le juge.

Les textes indiquent que des faits de possession d'état antérieurs à la naissance peuvent être pris en compte.

La possession d'état pourra être utilisée comme mode d'établissement de la filiation dans des conditions qui seront étudiées ultérieurement. Elle pourra également permettre de conforter une présomption de paternité, un acte de naissance ou encore une reconnaissance.

b) Caractères de la possession d'état



À retenir : L'article 311-2 du Code civil dispose que « La possession d'état doit être continue, paisible, publique et non équivoque. ».

Ainsi, le caractère continu suppose l'entretien de relations régulières et s'inscrivant dans la durée entre le parent prétendu et l'enfant (mais pas nécessairement une communauté de vie).

Le caractère public est la concrétisation de la fama.

Le caractère paisible interdit toute fraude ou violence puisque la violence vicie la possession d'état.

Enfin le caractère non équivoque signifie que la possession d'état ne doit pas être de nature à susciter un doute dans l'esprit des tiers.

c) Apport de la preuve de la possession d'état

La preuve de la possession d'état doit être apportée afin qu'elle puisse produire ses effets présomptifs à l'égard de la filiation.



À retenir : La preuve de la possession d'état se fait par tout moyen et toute preuve contraire sera recevable.

II. Établissement non contentieux de la filiation

A) Établissement de la filiation par l'effet de la loi

L'établissement de la filiation par l'effet de la loi est le premier moyen prévu par les textes.

1) La filiation maternelle avec l'acte de naissance

L'**article 311-25 du Code civil** dispose que « La filiation est établie à l'égard de la mère par la désignation de celle-ci dans l'acte de naissance. ».

Cette forme de filiation repose sur l'établissement d'un acte de naissance conforme aux prescriptions des **articles 55 et suivants du Code civil**. En ce sens, l'acte de naissance doit être établi dans un délai maximal de cinq jours à compter de la naissance et par l'officier d'état civil du lieu de la naissance. L'acte de naissance contient différentes mentions relatives d'une part à l'enfant et d'autre part aux parents.

Il faudra ainsi que l'identité de la personne ayant accouché soit indiquée sur l'acte, peu importe qui est la personne ayant procédé à la déclaration (second parent ou encore toute personne ayant assisté à l'accouchement). La déclaration à l'officier d'état civil est faite sur la base du certificat médical établi par le médecin ayant assisté à l'accouchement.

Il faut noter que l'acte de naissance de l'enfant conçu et/ou né hors mariage a exactement la même portée que celui de l'enfant conçu et/ou né en mariage.



Attention : La mère peut faire le choix d'accoucher sous X, c'est-à-dire qu'il ne sera pas fait mention à l'état civil de son nom de famille (**art. 326 C. civ.**). Dans ce cas, l'enfant né sous X ne se verra établir aucune filiation maternelle.

2) La filiation paternelle avec la présomption de paternité

a) Principe

D'après la formule ancestrale « *Pater is est quem nuptiæ demonstrant*¹ », le principe comme le précise l'**article 312 du Code civil** est que le père est désigné par l'union conjugale autrement dit il est nécessaire de se référer à la présomption de paternité.

¹ Le père est celui que les noces démontrent

Ainsi, sans aucune formalité, tous les enfants nés durant l'union seront considérés comme ayant pour père le mari de leur mère.



Attention : Il n'y a cependant aucune présomption de paternité à l'égard du concubin ou du partenaire de PACS de la mère. Le père devra donc établir la filiation par un autre moyen. La présomption de paternité ne joue pas non plus au sein des couples homosexuels (**article 6-1 du Code civil**).

Cette présomption permet de déduire d'un fait connu (le fait que la mère soit mariée), un fait inconnu (le fait que ce soit le mari le père).

b) Exceptions

Il existe deux situations dans lesquelles la présomption de paternité est écartée, elles sont énoncées à l'**article 313 du Code civil**. Ce sera d'une part le cas lorsque l'enfant a été conçu durant une période de séparation légale et d'autre part lorsque l'acte de naissance n'indique pas le mari de la mère comme étant le père.

Dans le premier cas, pour que la présomption ne produise pas ses effets, l'**article 313 du Code civil** prévoit qu'il faut que l'enfant soit « né plus de trois cents jours après l'introduction de la demande en divorce ou en séparation de corps ou après le dépôt au rang des minutes d'un notaire de la convention réglant l'ensemble des conséquences du divorce » ET « moins de 180 jours depuis le rejet définitif de la demande ou la réconciliation. ». Ce sont des conditions cumulatives.



À retenir : En cas de divorce contentieux, le délai de trois cents jours est évalué au jour du dépôt de la convention ou du jugement de divorce. En cas de divorce par consentement mutuel, la date prise en compte est l'ordonnance homologuant la convention c.-à-d. le jour de prononcé du divorce.

Dans le second cas la **Loi de ratification de l'ordonnance du 4 juillet 2005** a prévu que pour que la présomption soit écartée il suffit que « l'acte de naissance de l'enfant

ne désigne pas le mari en qualité de père. » alors qu'auparavant des conditions plus strictes, notamment posées par la jurisprudence, devaient être respectées.

c) Exception à l'exception : le rétablissement de la présomption de paternité

L'**article 314 du Code civil** dispose que « La présomption de paternité se trouve rétablie de plein droit :

- Si l'enfant a la possession d'état à l'égard du mari
- Et s'il n'a pas une filiation paternelle déjà établie à l'égard d'un tiers. ».

Ce sont des conditions cumulatives.

L'**article 315 du même Code** prévoit quant à lui une possibilité de rétablissement de la présomption de paternité par la voie judiciaire en prouvant que le mari est le père (v. infra).

B) Établissement de la filiation par reconnaissance volontaire



À retenir : L'**article 316 du Code civil** encadre les cas où la filiation n'est pas établie par la loi et précise qu'elle « peut l'être par une reconnaissance de paternité ou de maternité, faite avant ou après la naissance. »

Tant l'enfant né ou conçu hors mariage qu'en mariage peut être reconnu de la sorte à l'exception des enfants nés d'une relation incestueuse pour lesquels un seul des deux liens de filiation pourra être établi (v. supra).

1) Conditions de reconnaissance

a) Reconnaissance prénatale et postnatale

La reconnaissance prénatale a toujours été admise, mais n'a été consacrée en droit positif qu'à l'occasion de l'**ordonnance du 4 juillet 2005**.



Attention : Il ne sera en revanche pas possible de reconnaître un enfant non encore conçu, pour autant l'officier d'état civil ne peut en aucun cas demander un certificat de grossesse.

Dans l'**affaire dite du « petit Benjamin »** la **Cour de cassation** a conclu le **7 avril 2006** que « La reconnaissance prénatale avait établi la filiation paternelle de l'enfant avec effet le jour de sa naissance, de sorte que le conseil de famille des pupilles de l'État, informé de cette reconnaissance, ne pouvait plus, le 26 avril 2001, consentir valablement à l'adoption de l'enfant, ce qui relevait du seul pouvoir de son père naturel. ». Il en découle que depuis cette date l'enfant reconnu *in utero* avant que la mère accouche sous X pourra voir un lien de filiation établi à l'égard de son père l'ayant reconnu avant sa naissance.



Attention : Ainsi la reconnaissance prénatale permettra à un enfant d'avoir un lien de filiation avec son père bien que la mère ait accouché sous X. Cependant, certains arrêts de cassation ont refusé de reconnaître la paternité admise prénatalement lorsque l'enfant avait été adopté entre temps.

b) Conditions de forme de la reconnaissance



À retenir : La reconnaissance prend la forme d'un acte authentique (à peine de nullité absolue) par lequel une personne déclare un enfant comme étant sien et s'engage à assumer les responsabilités qui en résultent.

L'acte est entouré d'un formalisme strict visant à le sécuriser juridiquement et à faire prendre conscience à son auteur de son importance.

Exemple : Ainsi, il devra notamment être fait lecture au déclarant des

articles 371-1 et 371-2 du Code civil relatifs à l'autorité parentale et au devoir d'entretien.

Tel que cela est prévu à l'**article 316 du Code civil**, la reconnaissance pourra résulter d'une déclaration devant l'officier d'état civil, devant notaire ou d'un aveu judiciaire.

La déclaration devant l'officier d'état civil peut être faite avant, après ou au moment de la naissance soit devant l'officier d'état civil du lieu de naissance soit devant l'officier d'état civil d'un autre endroit.

Il sera alors fait mention de la reconnaissance sur l'acte de naissance de l'enfant.

En cas de conflit de filiation (plus de deux personnes ont reconnu le même enfant), le premier déclarant sera considéré comme la personne envers qui le lien de filiation est réellement et légalement créé (**art. 320 C. civ.**).

c) Conditions de fond de la reconnaissance



À retenir : La reconnaissance d'un enfant est un acte unilatéral de volonté qui n'engage que son auteur.

La volonté de l'auteur de la reconnaissance doit être intègre c.-à-d. ne pas être viciée et être donnée librement. En ce sens, l'erreur ou la violence pourront avoir pour conséquence d'entacher la reconnaissance d'une nullité relative à la demande de l'intéressé (délai légal de 5 ans).

Puisque la seule condition est la volonté, dès lors qu'un mineur non émancipé ou un majeur soumis à une mesure de protection manifeste une volonté réelle et non viciée, il peut tout à fait reconnaître un enfant malgré son incapacité.

Question : Le mari de la mère dont le nom ne figure pas en la qualité de père sur l'acte de naissance peut-il obtenir l'établissement de sa paternité grâce à la reconnaissance ?

Historiquement, les juges et le droit positif répondaient négativement à cette interrogation, pour que le mari bénéficie d'un rétablissement de la présomption de paternité il était nécessaire qu'il agisse en justice. Néanmoins, la rédaction actuelle de

l'**article 316 du Code civil** indique que lorsque la filiation n'est pas établie par les effets de la loi elle peut cependant l'être par reconnaissance. Selon une partie de la doctrine, avoir une conception élargie de cet article présenterait cependant un risque puisque cela constituerait un moyen de fraude permettant de contourner l'interdiction de la gestation pour autrui en France. Les auteurs ont donc proposé que ce texte soit strictement interprété.

2) Effets et caractéristiques de la reconnaissance

Déclarativité de la reconnaissance

La reconnaissance est un acte déclaratif puisqu'elle n'est que le support de la reconnaissance officielle d'un lien de filiation qui est en fait préexistant. Cela a pour conséquences que ses effets se produisent rétroactivement.

Rétroactivité de la reconnaissance

La reconnaissance établit rétroactivement la filiation au jour de la conception de l'enfant ce qui aura des conséquences notables.



Exemple : Notamment, si l'amant d'une femme mariée reconnaît prénatalement l'enfant, cela aura pour conséquence l'anéantissement de la présomption de paternité du mari. En effet, l'**article 320 du Code civil** prévoit un principe de chronologie selon lequel c'est la première filiation qui vaut. Le seul moyen pour le père d'être rétabli dans ses droits sera alors de contester la reconnaissance prénatale.

Irrévocabilité de la reconnaissance

La reconnaissance est un acte irrévocable, mais seulement en ce que l'auteur de celle-ci ne peut pas la rétracter unilatéralement.

Personnalité de la reconnaissance

D'après l'**article 316 du Code civil**, la reconnaissance n'établit la filiation « qu'à l'égard de son auteur ». Ce caractère personnel/individuel de la reconnaissance doit

être mentionné dans l'acte authentique de ladite reconnaissance afin que son auteur en ait pleine conscience et ne s'imagine par exemple pas que par sa reconnaissance l'autre parent reconnaît également l'enfant.



Attention : Malgré l'existence de ce caractère personnel, il est à noter que la reconnaissance en elle-même n'a pas des conséquences qu'à l'égard de son auteur, mais également à l'égard de l'autre parent de l'enfant et de l'enfant lui-même.

En raison de ces effets importants, la reconnaissance pourra faire l'objet de deux types de recours :

- Un recours en nullité (absolue ou relative) de la reconnaissance dont les fondements pourront être la fraude, la violation de l'interdiction d'établissement d'un double lien de filiation incestueuse, un défaut de forme de l'acte de reconnaissance ou encore un défaut de consentement intègre.
- Un recours en contestation de la reconnaissance (v. infra).

3) Le cas particulier de la reconnaissance conjointe anticipée pour les couples de femmes ayant un projet d'AMP (Loi bioéthique de 2021)

Depuis **la loi bioéthique de 2021**, les couples de femmes ont accès à l'assistance médicales à la procréation sur le sol français. Ce qui signifie qu'elles ont accès à une filiation d'origine, **sans passer par l'adoption** de l'enfant du conjoint de la mère (celle qui accouche).

Pour cette filiation d'origine, le couple de femmes doit faire une reconnaissance conjointe anticipée, avant la conception de l'enfant par le projet parental d'AMP, qui peut être réalisé en France ou à l'étranger. Cette filiation s'adresse à tous les couples : mariés, pacsés ou concubins. La démarche doit être faite devant le notaire.

La reconnaissance conjointe est indiquée dans l'acte de naissance de l'enfant.

Pour la mère qui a accouché, la filiation est réalisée par l'accouchement. Pour la seconde mère, elle est reconnue comme mère de l'enfant par cet acte juridique.

Pour les enfants nés à l'étranger, par AMP par couple de femmes avec don de gamètes, **avant le 3 août 2021**, il est possible de faire **une reconnaissance conjointe a posteriori**.

C) Établissement de la filiation par possession d'état

Depuis l'**ordonnance du 4 juillet 2005**, le formalisme entourant l'établissement de la filiation par possession d'état a été renforcé afin de sécuriser le lien de filiation. Désormais, celle-ci doit être constatée par une décision de justice (**art. 330 C. civ.**) ou par un acte de notoriété délivré par un notaire à la demande de l'enfant ou de l'un des parents (**art. 317 C. civ.**).

Dans le cadre contentieux, les règles de preuve de droit commun s'appliquent. La possession d'état étant un fait juridique, elle pourra être prouvée par tout moyen.

Dans le cadre non contentieux, l'acte de notoriété sera nécessaire et indispensable, les conditions de preuve sont donc renforcées. En effet, comme dit précédemment, la **réforme de 2005** impose que la possession d'état soit officiellement constatée pour lui permettre à elle seule d'établir le lien de filiation.

L'acte de notoriété peut être demandé par l'enfant lui-même ou par l'un des parents dans un délai de 5 ans à compter du jour où la possession d'état a cessé ou du décès du parent prétendu.

L'acte sera établi par le notaire suite aux déclarations d'au moins trois témoins et sur présentation de tout document attestant de :

- La stabilité et la continuité de la relation entre le parent et l'enfant
- La paisibilité de la possession d'état
- Le caractère public de la possession d'état
- L'absence de doute sur la possession d'état.

L'acte de notoriété devra être signé par le notaire ainsi que par les témoins. Aucun recours n'est possible face au refus du notaire d'établir un tel acte.



Attention : L'acte de notoriété ne fait « foi de la possession d'état [que] jusqu'à preuve contraire ». Ainsi tout intéressé pourra contester la possession d'état en justice soit en prouvant que le parent présumé n'est pas le parent biologique de l'enfant soit en prouvant que trop peu de caractères de la possession d'état sont remplis.

III. Contentieux de la filiation

A) Règles générales

De manière générale, l'**article 318 du Code civil** pose le principe selon lequel « Aucune action n'est reçue quant à la filiation d'un enfant qui n'est pas né viable ».

Les actions se prescrivent, sauf dispositions contraires, « *par dix ans à compter du jour où la personne a été privée de l'état qu'elle réclame, ou a commencé à jouir de l'état qui lui est contesté* » d'après l'**article 321 du Code civil**.



Attention : Ce délai est suspendu durant tout la durée de la minorité de l'enfant étant précisé que cette suspension ne s'applique qu'à l'égard de l'enfant.

Ces actions devront être portées devant le tribunal judiciaire, seul compétent en la matière (**art. 318-1 C. civ.**)



Attention : Contrairement à l'adage « Le pénal tient le civil en l'état », c'est ici le civil qui va tenir le pénal en l'état (**art. 319 C. civ.**) !

En principe, la décision rendue agira toujours rétroactivement.

Enfin l'**article 323 du Code civil** indique que les actions relatives à la filiation « ne peuvent faire l'objet de renonciation ».

B) Typologie des actions

1) Actions en établissement de la filiation

Si une telle action aboutie, elle aura pour effet immédiat l'établissement de la filiation. Le tribunal devra par ailleurs et s'il y a lieu, statuer sur le nom de l'enfant, sur la contribution, son entretien et son éducation ainsi que sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale.

a) L'action en recherche de paternité ou de maternité

D'après l'**article 310-3 al. 2 du Code civil**, « la filiation se prouve et se conteste par tous moyens, sous réserve de la recevabilité de l'action ». Cette action est réservée à l'enfant majeur (**art. 325 al. 2** et **art. 327 al. 2 C. civ.**), durant sa minorité c'est le parent à l'égard duquel la filiation est déjà établie qui détient le pouvoir d'exercer l'action.

Deux situations peuvent se présenter :

- Si l'action est recevable et vise l'établissement de la maternité, le demandeur doit prouver « *qu'il est celui dont la mère prétendue a accouché* » (**art. 325 C. civ.**).
- Si l'action est recevable et vise l'établissement de la paternité, le demandeur doit prouver que le défendeur est le père biologique (**art. 327 C. civ.**).

b) L'action en rétablissement de la présomption de paternité

Comme évoqué supra, la présomption de paternité peut être écartée en raison d'une séparation légale des époux ou lorsque l'acte de naissance n'indique pas le mari de la mère comme étant le père.

Un rétablissement de cette présomption (**art. 315 C. civ.**) pourra cependant être demandé par chacun des époux durant la minorité de l'enfant ainsi que par l'enfant dans les dix ans de sa majorité.

Peu importe la qualité du demandeur, l'unique preuve à apporter sera que le mari est le père biologique.

c) L'action aux fins de constatation de la possession d'état

L'**article 330 du Code civil** dispose que « La possession d'état peut être constatée, à la demande de toute personne qui y a intérêt, dans le délai de dix ans à compter de sa cessation ou du décès du parent prétendu. ».

La Cour de cassation a précisé quant à la preuve à apporter « qu'une expertise biologique ne saurait être ordonnée dans le cadre d'une simple action en constatation de possession d'état » puisque cette action « ne tend pas à établir la vérité biologique de la filiation, mais une réalité sociologique » (**Cass. civ. 1^{ère}, 16 juin 2011, n° 08-20.475**). Cela ne vaut cependant que du point de vue du demandeur. De celui du défendeur, il pourra avoir recours à une expertise biologique pour prouver que la possession d'état invoquée « contre » lui est contraire à la réalité biologique.

2) *Actions en contestation de la filiation*

Les actions en contestation de filiation sont au nombre de trois à savoir la contestation de maternité, la contestation de paternité et la contestation de possession d'état.

Elles peuvent avoir pour effet l'annulation de la filiation ce qui peut conduire à ce qu'un enfant se retrouve sans lien de filiation paternelle ou maternelle établie.

Le jugement devra être mentionné sur les registres d'état civil, en marge de l'acte de naissance de l'enfant ainsi qu'en marge de l'acte de reconnaissance annulé.

Malgré la disparition rétroactive du lien de filiation, le législateur ouvre la possibilité de maintenir des relations entre l'enfant et la personne qui l'élevait à condition que l'intérêt de l'enfant le nécessite.

a) Action en contestation de maternité ou de paternité

Les règles diffèrent suivant la situation :

- Si la filiation est corroborée par la possession d'état (**art. 333 C. civ.**) alors :
 - Soit la possession d'état a duré moins de 5 ans. Dès lors, l'action est ouverte à l'enfant, ses père et mère et aux parents prétendus. Le délai court « à compter du jour où la possession d'état a cessé ou du décès du parent dont le lien de filiation est contesté ».
 - Soit la possession d'état « a duré au moins 5 ans depuis la naissance ou la reconnaissance ». Dans ce cas, l'action en contestation est irrecevable sauf pour le ministère public puisque la fin de non-recevoir lui est opposable.
- Si la filiation n'est pas corroborée par la possession d'état (**article 334 C. civ.**) une « action en contestation peut être engagée par toute personne qui y a intérêt » dans un délai de 10 ans qui court à compter du titre qu'il s'agisse de l'acte de naissance ou de la reconnaissance.

Action en contestation de maternité

Cette action nécessite de parvenir à apporter la preuve que la mère n'a pas accouché de l'enfant. C'est une hypothèse d'une grande rareté qu'il convient cependant d'évoquer. Cela concerne principalement deux situations (**art. 332 C. civ.**) :

- La supposition d'enfant c.-à-d. la situation dans laquelle on a attribué la maternité d'un enfant à une personne qui n'en a pas accouché ;
- La substitution d'enfant c.-à-d. la situation dans laquelle un enfant a été mis à la place de celui dont la femme a accouché.

Ce sont deux situations de fait pouvant être prouvées par tout moyen.

Action en contestation de paternité

Cette action nécessite de parvenir à prouver que l'auteur de la reconnaissance ou le mari de la mère n'est pas le père biologique de l'enfant.

b) Action en contestation de la possession d'état

L'action en contestation de la possession d'état permet de renverser la présomption de filiation découlant d'un acte de notoriété. Elle suppose que le demandeur puisse apporter la preuve contraire (défaut d'existence de la possession d'état ou vice l'affectant). Elle est ouverte à toute personne ayant un intérêt à agir et doit être intentée dans un délai de 10 ans à compter de la délivrance de l'acte de notoriété.



Attention : Le ministère public a qualité pour agir.

3) *Action aux fins de subsides*



Définition : L'action aux fins de subsides est ouverte à « *tout enfant dont la filiation paternelle n'est pas légalement établie* » (**art. 342 C. civ.**) - ou à sa mère durant sa minorité (**art. 328 C. civ.**) - et lui permet d'obtenir de l'homme supposé être son père le versement de subsides (forme d'aliments). Peu importe l'issue de cette action, elle ne crée dans tous les cas aucun lien de filiation.

L'homme qui est supposé être le père devra avoir eu des relations sexuelles avec la mère durant la période légale de conception (entre 300 jours et 180 jours avant la naissance). Pour sa défense, cet homme devra donc parvenir à prouver qu'il n'est pas le père de l'enfant demandeur ou qu'il n'a pas eu de relations sexuelles avec la mère de celui-ci (en tout cas pas pendant la période de conception).



À retenir : La preuve est libre pour cette action.